

Le logement

Ainsi, d'après l'annonce, il y a moyen d'acheter une maison pour \$125,000 à Burnaby quand on est disposé à supporter la circulation et à faire de petits travaux d'aménagement, et la vue n'est pas fameuse, de toute apparence. Dans une autre annonce, on insiste lourdement sur le fait que le prix d'un bungalow normal de trois chambres à coucher situé dans la partie sud de Burnaby a été réduit de \$20,000 et ramené à \$259,000 seulement. Une autre maison qui a été construite par son propriétaire est à vendre pour \$189,000.

Les personnes qui n'ont manifestement pas les moyens d'acheter une maison à Burnaby où les prix sont exorbitants, ce sont les plus élevés du Canada en fait, ont des problèmes de loyer. Dans le sud de Burnaby, un appartement de deux chambres à coucher situé au sous-sol d'un duplex se loue \$600 par mois; un petit appartement de sous-sol d'une chambre à coucher avec toilettes communes se loue \$350 par mois; à Times Square, les appartements d'une chambre à coucher avec vue sur le Central Park de Burnaby se louent à partir de \$550 par mois: un appartement de deux chambres à coucher à proximité de l'université Simon Fraser se loue seulement \$475 par mois. Le gouvernement condamne des milliers de Canadiens de ma circonscription, à être mal logés, monsieur l'Orateur.

• (1710)

Le gouvernement nous invite à ne plus retarder l'adoption du bill C-89. En fait, si le gouvernement assumait ses responsabilités et présentait une mesure qui s'attaque convenablement à la crise du logement, je serais le premier à l'appuyer. Le bill C-89 ne propose absolument pas de solution satisfaisante aux problèmes réels des Canadiens en matière de logement.

M. Young: Le bill est caractéristique de l'idée de la compassion et du partage que se font les libéraux.

M. Robison (Burnaby): Comme le fait remarquer le représentant de Beaches, (M. Young), le bill est caractéristique de l'idée que se font les libéraux de la compassion et du partage.

Mes commettants sont indignés et inquiets face à l'incapacité du gouvernement de résoudre ce qui est sans aucun doute une crise du logement aux yeux de tous les habitants de la Colombie-Britannique. Ils n'espèrent plus tellement dans l'avenir.

Quelle est la politique du gouvernement libéral en matière d'habitation? C'est sans doute l'honorable Paul Martin qui l'a le mieux décrite en mai 1968 quand il a dit:

Notre politique d'habitation se résume en trois mots: Pierre Elliott Trudeau.

Si la politique libérale en matière de logement se résume à «Pierre Elliott Trudeau», il est d'autant moins étonnant que nous, de la Colombie-Britannique, ayons carrément rejeté toute proposition des députés libéraux dans cette province.

M. Heap: Le premier ministre (M. Trudeau) lui-même habite un logement subventionné.

M. Robison (Burnaby): Oui, il est au nombre des vrais chanceux qui habitent un logement subventionné.

M. Kelly: Où habitez-vous?

M. Robison (Burnaby): Je répète qu'il n'est pas surprenant que les Canadiens de la Colombie-Britannique aient rejeté le parti libéral.

M. Cosgrove: Vous retardez l'adoption du projet de loi.

M. Robison (Burnaby): Des interjections provenant de l'autre côté de la Chambre sont lancées à la défense de la politique du gouvernement libéral. Leurs auteurs auront le devoir d'expliquer à leurs électeurs pourquoi ils perdent leur maison et ne peuvent se payer un logement convenable.

Le ministre du Revenu national (M. Rompkey) est venu en Colombie-Britannique il n'y a pas si longtemps. Il m'est jumelé dans ma circonscription de Burnaby. J'ai l'intention de dévoiler à la population de Burnaby la façon dont le ministre du Revenu national a voté sur la politique du gouvernement et sur le budget. Je laisserai les gens de Burnaby décider si mon «jumeau», le ministre du Revenu national, s'intéresse vraiment à leur bien-être. Récemment, à Burnaby, le ministre a parlé à quelques libéraux hors d'un congrès où il a dit comprendre que les Canadiens de l'Ouest se sentent frustrés parce que le gouvernement libéral semble si éloigné et «ne répond pas toujours à leurs besoins». Il a qualifié le gouvernement libéral de «véritable gouvernement national» en matière de logement. Si c'est là le cas, la politique gouvernementale s'arrête sûrement à la limite de la Colombie-Britannique. Nous, en Colombie-Britannique et dans le comté de Burnaby, subissons cette politique.

Qu'en est-il du parti conservateur? D'aucuns prétendent que si le parti libéral n'a pas réussi—et ils ont évidemment raison—à régler les problèmes des Canadiens en cette période de crise du logement, le parti conservateur pourrait avoir des solutions à proposer. Voyons un peu la politique du Parti conservateur et ses réalisations pendant son court mandat à la tête du gouvernement. Ce n'est pas le NPD qui a mis les conservateurs à la porte; ce sont les Canadiens qui les ont mis à la porte, et personne d'autre. Pendant son court mandat à la tête du gouvernement, les taux d'intérêt ont augmenté à cinq reprises. Cela a fait beaucoup de tort aux petits entrepreneurs, aux propriétaires et à de nombreux citoyens de Burnaby. J'aimerais fournir un exemple. A ce moment-là, le propriétaire d'un gros hôtel de Burnaby-Sud a envoyé au premier ministre de l'époque le télégramme que voici:

Félicitations premier ministre Clark. Sommes tous deux finis. Vous, politiquement; moi, financièrement. Très bientôt ne serons plus ce que nous sommes. Ni moi ni personne ne saurait payer intérêt 16.5 p. 100 sur 2 millions de dollars de titres Banque de Montréal avec revenu brut de 2.3 millions.

N'avez hélas! pas su museler pirates affamés taux d'intérêt élevés.

P.S. Ne pas me dire que c'est bon pour Canada et seul moyen d'en sortir. Pourrais vous indiquer demi-douzaine façons maintenir valeur actuelle dollar canadien sans acculer Canadiens faillite.

Ce télégramme révèle que de nombreuses autres personnes en Colombie-Britannique ont avec raison rejeté les politiques du parti conservateur en matière d'habitation. Les conservateurs avaient pris des dispositions pour supprimer complètement la SCHL.

M. Clarke: Bravo!

M. Robison (Burnaby): J'entends le député de Vancouver Quadra (M. Clarke) applaudir à l'idée que la SCHL devrait être démantelée. Je lui conseille d'aller dire aux milliers de Canadiens qui comptent sur la SCHL pour obtenir un logement convenable qu'à son avis, la Société devrait être démantelée . . .

M. Clarke: Je leur dirai ce que cela leur coûte.

M. Robison (Burnaby): . . . et confiée à ses amis du secteur privé. Dans un instant, je parlerai des amis du parti conservateur dans le secteur privé. Bien entendu, ses alliés au sein du